



Prise de position du Comité national d'action contre le nucléaire suite aux déclarations du ministre d'Etat Luc Frieden :

Trop dangereux, trop cher et trop lentement disponible - le nucléaire n'est pas une solution !

Le gouvernement luxembourgeois doit continuer à s'engager avec véhémence contre l'énergie nucléaire au niveau national et européen !

Luxembourg, le 26 mars 2024

En Europe et au-delà, le lobby nucléaire tente à nouveau de promouvoir l'énergie nucléaire en tant que composante importante d'un mix énergétique durable, en raison de la crise climatique. Certains pays pro-nucléaires de l'UE, la France en tête, souhaitent en outre que l'énergie nucléaire soit soutenue par des fonds européens.

Les arguments avancés sur la scène politique, dans la presse et dans les médias sociaux sont les suivants : L'énergie nucléaire est sûre, bon marché, respectueuse du climat et indispensable à une décarbonisation rapide de l'approvisionnement énergétique. En outre, l'énergie nucléaire rendrait l'Europe moins dépendante des importations de gaz.

La pratique effective de l'utilisation civile de l'énergie nucléaire au cours des dernières décennies prouve au contraire qu'une telle voie serait liée à des problèmes et des risques considérables et ne pourrait pas répondre à l'objectif visé, ni aujourd'hui ni à l'avenir. Comme pour la crise climatique, les risques et les coûts liés tant à la production d'électricité nucléaire qu'au traitement et au stockage définitif des déchets nucléaires sont reportés sur les générations futures.

Trop dangereux : dans les centrales nucléaires, des accidents catastrophiques avec des rejets importants de substances radioactives nocives sont possibles à tout moment. C'est ce que montrent non seulement les "super-GAU", par exemple les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima, mais aussi une multitude de pannes et d'accidents mineurs. Les coûts consécutifs à la catastrophe de Fukushima continuent d'augmenter et sont désormais estimés, selon les études, entre 223 et 758 milliards de dollars américains ! De plus, il existe un risque permanent d'utilisation abusive de matières fissiles (uranium hautement enrichi ou plutonium) à des fins terroristes, ainsi que pour des programmes illégaux de bombes atomiques de certains États.

De plus, le stockage final des déchets hautement radioactifs et durables des réacteurs - qu'il s'agisse de grandes ou de petites quantités doit être garanti en toute sécurité pendant un million d'années (!). Une impossibilité !

* Mouvement Ecologique, Greenpeace, OGBL, LSAP, déi gréng, Forum, déi jonk gréng, DP, FGFC, LCGB, Lëtzebuenger Guiden a Scouten, Fairtrade Lëtzebuerg asbl, déi Lénk, Klima-Bündnis Lëtzebuerg, Eurosolar, Syprolux, natur&emwelt, Ligue CTF, Piraten, JSL, déi jonk Lénk.



Trop cher : l'utilisation commerciale de l'énergie nucléaire n'a jamais réussi à devenir une source d'énergie compétitive, malgré l'immense soutien financier public dont elle a bénéficié dans le passé. Même l'exploitation courante des centrales nucléaires existantes devient de moins en moins rentable. De plus, le démantèlement des centrales nucléaires et le stockage "éternel" des déchets radioactifs, déjà évoqué, engendrent des coûts considérables et largement inconnus à l'heure actuelle, qui doivent être supportés par le public. Les coûts des nouvelles constructions de centrales nucléaires n'ont cessé d'augmenter depuis les années 60 et la rentabilité économique n'a pas été atteinte malgré des lois "pro-nucléaires", des subventions et des garanties de l'État.

Les analyses de l'économie énergétique montrent que le respect des objectifs ambitieux de protection du climat (réchauffement global de 1,5° à moins de 2 °C) est non seulement possible sans nucléaire, mais qu'il est même nettement moins coûteux et plus proche des citoyens avec les énergies renouvelables.

Trop lent : compte tenu de la stagnation ou du recul de la construction de réacteurs nucléaires (sauf en Chine), d'une durée de planification et de construction de deux décennies (voire plus), d'une explosion des coûts pouvant aller jusqu'à x4 et x5 (EPR à Flamanville et en Finlande) et du peu d'innovations techniques prévisibles au cours des 15 prochaines années, le nucléaire ne peut jouer aucun rôle dans la période pertinente pour la lutte contre la crise climatique. Le nucléaire ne couvre que 10% des besoins mondiaux en électricité et seulement 4% de l'énergie primaire.

Il faudrait donc multiplier le nombre de réacteurs des quelque 420 réacteurs nucléaires actuellement en activité à plusieurs milliers, y compris les coûts, les dangers et l'approvisionnement en uranium. Mais en réalité, les 53 projets de construction en cours dans le monde sont contrebalancés par environ 200 fermetures d'ici 2030.

Même les concepts SMR ("Small Modular Reactors") et les concepts de centrales nucléaires de "4e / 5e génération", qui font l'objet de discussions actuelles, ne sont pas encore techniquement au point et sont loin d'être utilisés à des fins commerciales. Dans le cadre d'une étude approfondie, des chercheurs mandatés par l'Office fédéral allemand pour la sécurité de l'élimination des déchets nucléaires ont récemment examiné différents types de réacteurs en cours de développement. La conclusion est sans appel : les nouveaux types de réacteurs ne résoudront pas les problèmes bien connus (trop chers, trop de déchets nucléaires, trop vulnérables à la crise climatique...). C'est pourquoi l'argument consistant à vouloir investir dans la recherche "ouverte à la technologie" ne représente qu'une impasse très coûteuse.

Pas d'approche à long terme: les centrales nucléaires ont besoin d'énormes quantités d'eau de refroidissement lorsqu'elles sont en service. C'est pourquoi les sites des centrales nucléaires sont toujours situés à proximité de rivières ou de côtes. Si la température de l'eau augmente en cas de canicule persistante, cela devient problématique, car l'eau est alors tout simplement trop chaude pour être refroidie. Un autre problème en cas de canicule est la baisse du débit des rivières. En France, par

* Mouvement Ecologique, Greenpeace, OGBL, LSAP, déi gréng, Forum, déi jonk gréng, DP, FGFC, LCGB, Lëtzebuenger Guiden a Scouten, Fairtrade Lëtzebuerg asbl, déi Lénk, Klima-Bündnis Lëtzebuerg, Eurosolar, Syprolux, natur&ëmwelt, Ligue CTF, Piraten, JSL, déi jonk Lénk.



exemple, des centrales nucléaires ont déjà dû être arrêtées à plusieurs reprises en raison du manque d'eau dans la rivière voisine. Les centrales nucléaires ne sont donc pas immunisées contre la crise climatique.

Trop encombrant : le plus grand défi de la nécessaire transformation de notre approvisionnement énergétique consiste à surmonter les résistances ("lock-in") de l'ancien système dominé par les centrales à énergie fossile. L'énergie nucléaire n'est pas adaptée pour soutenir ce processus de transformation, elle le bloque même : en bloquant l'innovation et les investissements. En outre, le tournant nucléaire est également une condition nécessaire à la réussite de la recherche d'un site de stockage définitif.

Conclusion : l'énergie nucléaire n'est pas en mesure d'apporter une contribution significative à la mise en place d'un approvisionnement énergétique respectueux du climat, compte tenu de la crise climatique et du délai de réaction de plus en plus court. L'énergie nucléaire est trop dangereuse, trop chère et trop lente à être disponible ; en outre, elle bloque le processus de transformation socio-écologique nécessaire, sans lequel les objectifs ambitieux de protection du climat ne pourront pas être atteints. L'argument d'une plus grande indépendance de l'approvisionnement énergétique européen grâce au développement de l'énergie nucléaire ne résiste pas non plus à une analyse plus approfondie, puisque la matière première nécessaire à cet effet provient également de régions et d'États politiquement instables et non démocratiques, comme le Niger ou le Kazakhstan par exemple.

Pour toutes ces raisons, le nucléaire ne peut pas être une solution à la crise énergétique et climatique. Nous appelons donc le gouvernement luxembourgeois à ne pas compromettre à la légère le consensus national contre le nucléaire des dernières décennies, mais à continuer à s'engager - dans la tradition des gouvernements passés de toutes les couleurs politiques - contre les centrales nucléaires dans les régions frontalières voisines ET contre la promotion de l'énergie nucléaire avec l'aide de fonds publics européens.

Traduit par deepl.com version gratuite

Contact :

*Nationalen Aktiounskomitee géint Atomkraaft
c/o Mouvement Ecologique – 6 rue Vauban – L-2663 Luxembourg
Tel. 439030 – 26 ; paul.polfer@oeko.lu ; www.stopatom.lu*

* Mouvement Ecologique, Greenpeace, OGBL, LSAP, déi gréng, Forum, déi jonk gréng, DP, FGFC, LCGB, Lëtzebuenger Guiden a Scouten, Fairtrade Lëtzebuerg asbl, déi Lénk, Klima-Bündnis Lëtzebuerg, Eurosolar, Syprolux, natur&ëmwelt, Ligue CTF, Piraten, JSL, déi jonk Lénk.